

37^{ème} Congrès départemental 25 – 26 et 27 Janvier 2013

Rapport d'ouverture Daniel Guichard

Comme il est de tradition, j'adresse à chacune et chacun d'entre vous, ainsi qu'à vos proches, mes vœux les meilleurs pour l'année qui commence.

Plus que jamais, leur réalisation, alors que sévit une crise durable d'une exceptionnelle ampleur, va demander beaucoup de réflexions, d'inventivité, de confrontations d'idées donnant corps à des actions unitaires pour qu'évolue du côté du monde du travail et de la création le rapport des forces économiques et politiques. Aucun domaine de la vie en société n'échappe à l'affrontement qui s'aiguise entre d'un côté, l'immense majorité de la population et, de l'autre, le monde de la finance et des puissants, soutenu en France, en Europe et dans le monde par des institutions taillées sur mesure. Qu'il s'agisse de la santé, de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'éducation, de la culture, de la

préservation écologique, de la paix, rien ne peut évoluer dans le sens de la priorité aux êtres humains si, comme c'est le cas aujourd'hui, dominent les conceptions des oligarques que leurs intérêts égoïstes poussent en permanence à surexploiter des populations fragilisées par le recul de leurs droits et la multiplication du nombre de privés de travail et de pauvres avec son lancinant cortège de fermentés de division. Que les victimes décident de se rassembler dans la recherche d'un processus inédit de transformation sociales et écologiques devient dès lors l'enjeu crucial de la période.

L'année qui commence sera la sixième d'une crise extrêmement profonde et globale qui affecte le monde entier.

La construction d'un super bateau au chantier naval de Saint-Nazaire ne parvient pas à cacher l'augmentation continue du chômage, les plans de licenciements

et les fermetures d'entreprises. Par parenthèse, celles et ceux qui, depuis des mois, glosent autour d'une France « non compétitive », viennent d'être puissamment démentis. Mais nous savons qu'une nouvelle avalanche de plans sociaux s'annonce pour cette nouvelle année parce que l'argent érigé en maître de l'humanité domine tout, détruit tout, sans jamais tenir compte ni de la valeur humaine ni de la nécessité de redresser le pays, en partant des atouts dont il dispose, au premier rang desquels la valeur et les compétences de ses salariés manuels et intellectuels, de ses chercheurs, de sa jeunesse impatiente de montrer tout ce qu'elle recèle en elle.

La solution n'est donc pas à rechercher dans un projet de plus grande « flexibilité du travail » comme veut l'imposer le grand patronat. L'avenir est au contraire

dans l'inflexion vers un projet audacieux et révolutionnaire, celui d'une sécurité sociale du travail, incluant pour chacune et chacun, selon ses choix, des périodes de formation, de nouvelles activités sociales, éducatives, culturelles, permettant pour soi-même des évolutions dans le travail, en

tenant compte des nouveaux défis, des progrès scientifiques et des innovations technologiques.

De même, après le refus d'augmenter le salaire minimum, il convient de défendre l'existence du SMIC, au moment où le Medef et des groupes d'expert « en libéralisme » préconisent de le supprimer pour que le revenu de solidarité active devienne la norme de base en deçà de laquelle il ne faudrait pas descendre. A ceci s'ajoute le projet de nouveau recul de l'âge de la retraite alors que le chômage des seniors explose. Ainsi, après la théorisation et la mise en application sans débat du fameux «



Sommaire :

- Rapport d'ouverture
- Intervenants dans le débat
- Rapport de la commission des candidatures.
- Nouvelle direction départementale
- Délégation au congrès

pacte de compétitivité », le recopiage du prétendu « modèle allemand » qui multiplie le nombre de travailleurs et de retraités pauvres deviendrait notre « nouveau » système social.

De plus en plus d'électrices et d'électeurs de gauche s'interrogent sur le fait qu'un Président et un gouvernement socialiste puissent appliquer avec tant de zèle des orientations défendues à grands cris par le MEDEF, directement issues des choix des institutions européennes. Non seulement leurs espoirs sont déçus, mais ils y voient, à juste titre, une négation des idéaux sociaux et républicains



que défendait jusque là toute la gauche dans sa diversité.

Certains répondent que la crise oblige à mener une telle politique pour « redresser la France ».

N'est-ce pas plutôt parce qu'on applique depuis des années de tels remèdes que la crise s'est développée ?

Qu'elle s'amplifie chez nos voisins Grecs, Italiens, Espagnols ou Portugais qui subissent la violence de la super-austérité sans que leur pays ne se redresse ? Bien au contraire ! La sortie de crise passe précisément par l'abandon des choix d'austérité, de régression sociale et démocratique qui sont à son origine. Si en 2013, le mouvement populaire s'engage dans cette voie, alors, oui, beaucoup de ses vœux seront à sa portée. Prenons garde à penser que la crise produirait une sorte de statu quo, que tout deviendrait immobile ou qu'un retour en arrière deviendrait possible...un jour. Non ! Au cœur de cette crise, se déchaînent les forces de l'argent de plus en plus libérées, contre le monde du travail et de la culture, et au-delà contre l'humanité et la nature.

Les classes dominantes ne considèrent pas la crise seulement du point de vue des risques, mais surtout comme une formidable opportunité pour changer à leur guise le monde, afin de valoriser toujours plus le capital au détriment de l'humain.

Plus profondément encore est en cause la capacité d'inventer ou non un nouveau mode de développement, tenant compte des mutations anthropologiques et écologiques, afin d'accéder à un plus haut degré de civilisation, avec un nouveau mode de production et de consommation qui induirait des modifications des systèmes productifs et d'échange. Indissociable d'un processus de sécurisation des parcours professionnels, combinant travail, formation, activité, selon les moments de la vie. Il s'agit non pas de réduire les droits et libertés

Cette valorisation du capital passe par la destruction des droits sociaux et humains dans toute l'Union européenne et la perte des prérogatives des Etats et des peuples eux-mêmes. Tel est le sens des choix actuels impulsés par les institutions internationales et européennes.

De toute part, on annonce aux populations une année 2013 encore plus difficile que les précédentes. Paradoxalement, les mêmes prédicateurs expliquent depuis quelques semaines que la crise serait sur le point d'être surmontée. C'est peut-être vrai s'agissant des cotations boursières des mastodontes de l'économie mondialisée en hausse. Mais c'est tout le contraire pour les populations soumises au sang et aux larmes parce que l'impératif du rétablissement des comptes publics surplomberait tout ! Or, nous entrons dans la quarantième année où le budget de l'Etat est déficitaire, à une ou deux exceptions près. Cette décision de financiariser l'économie nationale avec le marché des capitaux transnationaux s'est accompagnée d'une réduction des prélèvements sur le capital. Avec la montée du chômage et des bas salaires qui ne lui est pas étrangère, les recettes pour les budgets de l'Etat et de la protection sociale n'ont cessé de se comprimer, amplifiant d'autant un déficit sans fin.

Voilà identifiée une des causes d'une crise qui n'a donc rien de fatale. Le souligner, c'est du même coup mettre à nu la nécessité d'un autre rôle de l'argent et d'un nouveau type de crédit pour des objectifs de développement humain et environnemental. C'est aussi comprendre que continuer comme avant ne fera que poursuivre et amplifier ce qui est à l'origine des problèmes à résoudre, parmi lesquels celui d'un autre rôle et d'un autre statut des banques et particulièrement de celui de la Banque centrale européenne.

Revenir à la source permet aussi de retourner un thème idéologique cher aux forces de l'argent qui, pour pouvoir se rentabiliser plus, pressurent le travail, les retraites, les protections sociales et les services publics au nom, disent-elles, du « coût du travail ». Mais le travail n'est pas un « coût ». C'est le créateur des richesses. Par contre le vrai coût est celui que prélève le capital sur la société. Quand la protection sociale représente un prélèvement de 140 milliards d'euros sur l'activité des entreprises, pour le bien commun humain, celui des remboursements des seuls frais financiers et de distributions de dividendes dépasse 304 milliards d'euros.

Cette donnée de fond est au cœur de la controverse entre nous et le gouvernement. Nous souhaiterions qu'elle fasse l'objet d'un débat public,





au grand jour, de telle sorte que celles et ceux qui ont choisi la gauche au printemps 2012, et bien d'autres encore, qui n'en peuvent plus des difficultés qu'ils affrontent, puissent se faire une opinion, débattre, intervenir pour créer les conditions de la fin de la toute puissance de la finance spéculative et de la gangue des actuelles institutions européennes.

Pour rétablir les comptes publics, une autre voie est possible que celle qui depuis quarante ans les a détériorés à un point devenu insupportable.

Or, la réduction des crédits sociaux et publics, l'augmentation de la fiscalité sur le travail, la consommation et l'habitation, l'exonération de 20 milliards d'euros sans contrepartie aux grandes entreprises sont autant de choix qui se placent dans les pas de ceux qui ont conduit le pays dans le mur, avec trop souvent une dureté plus grande de la vie, au nom de la crise. Avec l'austérité qui accable les peuples. Car voici un thème qui mériterait encore bien des débats : celui de la compétitivité. Telle qu'elle est pensée aujourd'hui, elle n'est que le synonyme de la « concurrence acharnée » puisqu'il s'agit toujours de s'aligner sur le « moins disant social ».

Dans ce cadre, le Président de la République et le Premier ministre mettent en avant, depuis quelques semaines, le concept de « nouveau modèle français ».

On ne peut s'empêcher de penser à celui que M. Chaban-Delmas en son temps, aidé par J. Delors, avait qualifié de « nouvelle société ». S'il est bien question d'inventer un « nouveau modèle français » pour mettre plus d'humanité dans une société qui en manque singulièrement, ceux qui comme nous, depuis des années, proposent de défricher les chemins inédits d'un processus populaire démocratique de transformations, pour y parvenir ne peuvent qu'exprimer leur disponibilité.

La question concerne l'ensemble de la communauté nationale et elle ne pourra se concrétiser sans les apports de toutes et tous dans une confrontation publique loyale et honnête, excluant les postures, les dogmes, les procès d'intentions et les invectives. C'est un constat - que deux finalités s'affrontent. Celle du pouvoir qui, selon les mots du Premier ministre, consiste à « renouveler le modèle français pour l'adapter au temps présent et donner



une nouvelle réalité à ses valeurs républicaines fondatrices ». N'est-ce pas au nom de cette « adaptation à une nouvelle réalité » que la rémunération du travail est tendanciellement abaissée, qu'existent les projets de reculer encore l'âge ouvrant droit à la retraite, de flexibiliser plus encore le travail, de le précariser, de diminuer le niveau de protection sociale sous couvert de rationalisation, d'amputer les crédits des services publics, d'augmenter les impôts directs et indirects sans introduire plus de justice fiscale et même de remplacer le SMIC par le niveau du RSA, de remodeler les territoires tout en réduisant les dotations aux collectivités territoriales ? Et les responsables du pays utilisent un oxymore en voulant faire croire que la compétitivité ainsi conçue va de pair avec la solidarité. Franchement, qu'y aurait-il de nouveau dans ce modèle là sinon un alignement sur les systèmes les plus ultralibéraux du continent, qui tournent le dos aux exigences d'humanité, de justice, d'écologie et de démocratie afin de mettre notre pays, son droit du travail, sa protection sociale, ses services publics en adéquation avec des traités et directives européennes au service du capital dans la guerre économique.

L'autre choix consisterait à examiner les moyens de la mise en œuvre des axes du discours de F. Hollande au Bourget, au cours duquel il avait désigné l'ennemi comme étant « la finance ».

Une nouvelle espérance ne peut se développer qu'à partir d'une promesse de sortie de crise. Mais, bien au-delà, il s'agit de changer la logique dominante à l'œuvre. Notre ambition n'est pas dans des postures de défense d'un existant qui ne donne satisfaction à personne et ne correspond pas à la nature des enjeux de l'époque.

Mais n'est-ce pas la mission de la gauche d'être au service de l'intérêt général et de porter le neuf qui permet d'y parvenir contre les tenants de l'ancien, les privilégiés de la fortune et des pouvoirs ? Faire accepter l'austérité aux peuples, quand l'argent coule à flots dans les circuits bancaires, les fonds financiers opaques et les paradis fiscaux. C'est la mission de la droite et de l'extrême-droite. Or, c'est la Commission européenne elle-même qui a révélé dans un rapport, publié le 21 décembre 2012, que les banques ont été soutenues par les Etats, à hauteur de 1616 milliards d'euros, soit l'équivalent de 13% des richesses produites dans l'Union européenne, auxquels il faut ajouter les 1000 milliards d'euros de crédits à taux nul accordés par la Banque

centrale européenne entre fin novembre 2011 et mars 2012. Au nom de quoi, dans ces conditions, faudrait-il en plus répondre aux commandements bruxellois de réduire les crédits publics, quand les gâchis de capitaux sont à ce point énormes !

- des individus mais bien au contraire, parce qu'ils représentent la principale richesse créative d'une société, de garantir à toutes et à tous l'accès à l'éducation, à la culture, aux soins, à l'énergie, à l'eau, à l'alimentation, en préservant l'environnement, avec notamment la ré-humanisation des villes, la revitalisation des campagnes, et la préservation des écosystèmes.



- **Avancer dans ce sens nécessite de prendre conscience que l'être humain pour vivre convenablement a vitalement besoin de biens communs publics, gérés différemment dans le cadre d'une appropriation sociale et citoyenne**, incluant des pouvoirs nouveaux pour les salariés et les usagers dans les gestions. Il n'est question ni de nationaliser comme avant ni de tout nationaliser mais bien de donner à la nation -pas à l'Etat- la maîtrise des secteurs déterminants pour son développement humain et son harmonie. L'aspiration à participer, à être plus maître de son destin parcourt le monde. Accorder le droit de vote aux citoyens étrangers, la représentation proportionnelle à toute les élections, l'égalité homme-femme dans le travail et la société, le cumul des mandats sont donc autant de choix à opérer au plus vite.

En définitive, au cœur même de la crise, se heurtent deux puissants mouvements antagonistes.

L'oligarchie financière mondialisée s'appuie sur la crise pour remodeler les sociétés, la vie humaine et la nature à sa guise pour rentabiliser toujours plus les capitaux. De leur côté, de différentes façons, les peuples rejettent de plus en plus une austérité dont ils perçoivent peu ou prou qu'elle sert la minorité des possédants. Mais ils n'ont pas encore trouvé les moyens de se rassembler et de se donner un projet de transformation sociale et écologique « post capitaliste ». Y contribuer est le rôle de grands forums comme celui qui aura lieu à Athènes en juin prochain.

C'est aussi celui d'un Front de gauche qui ne peut s'en tenir à certaines réussites bien réelles. Sa transformation en une force qui, au cœur de la gauche et non à ses marges, réponde aux attentes démocratiques diversifiées de tout le peuple de gauche et de l'écologie politique, reste pour une large part à accomplir. Enorme responsabilité ! Enorme tâche ! Ambition nécessaire !

Dans le nouveau contexte de ce début d'année, tout se jouera sur la capacité à être perçu, par celles et ceux qui ont fait gagner la gauche, comme ayant un positionnement, un comportement, des analyses et propositions qu'ils jugent utiles, rassembleuses et unitaires par rapport à leurs attentes et espoirs.

Je n'ai pas jugé nécessaire de revenir point par point sur toutes nos initiatives, les débats les manifestations, les meetings, les résultats des campagnes électorales – cantonales – présiden-

tielles, législatives et dernièrement Nangis. Non pas par souci de rabâcher, car je sais que tout le monde a cela en tête comme l'une de nos bases de réflexions et d'accroches pour tout ce que nous avons à poursuivre pour demain.

Comme le disait dernièrement notre secrétaire national Pierre Laurent.

Dans six, huit, douze mois, où en sera la France ? Notre Pays trouvera-t-il la force d'un sursaut national, démocratique et citoyen, pour enga-

ger le fer contre la finance et ouvrir enfin la voie d'une sortie de crise ? Réussira-t-il la mobilisation de toutes ses énergies dans la lutte déterminée contre le chômage, la pauvreté et la précarité, pour une politique de redressement social, industriel et écologique qui seule, peut nous sortir de l'ornière ? ou restera-t-il enlisé dans les dogmes de l'austérité et de la compétitivité patronale, qui sont censés nous montrer la voie depuis tant d'années et ne font que nous enfoncer ?.

Agir ou subir ? Qui tiendra le haut du pavé, qui saura se faire entendre ? Les forces populaires qui ont voulu et permis le changement, ou les forces de l'argent, arc-boutées à défendre leurs privilèges, cherchent sans cesse à nous faire confondre l'intérêt général et celui des gros portefeuilles boursiers ? Les forces sauront-elles s'unir, se rassembler, ou resteront-elles divisées, éparpillés, découragées, gagnées par le sinistre refrain du « tous les mêmes » ?

Tel est le grand défi politique à relever dans l'année 2013. Faire entrer en scène massivement les forces du changement, les forces de l'alternative à l'austérité qui, n'ont pas dit leur dernier mot. Elles sont nombreuses, disponibles, mais aussi parfois dispersées et une grande partie d'entre elles s'est interrogée au fil des derniers mois sur la meilleure façon d'agir. C'est pourquoi le Parti Communiste français, a fait la proposition à l'ensemble des forces du Front de gauche d'engager en 2013 une campagne d'ampleur nationale sur un autre chemin pour sortir de la crise que l'impasse empruntée par le gouvernement. « L'alternative à l'austérité, c'est possible » c'est le thème de cette campagne nationale, et nous sommes décidés à le prouver. Nous avons décidé de donner le signal national de départ de cette campagne dans un grand meeting du Front de gauche le 23 janvier, à Metz, aux côtés de nos camarades sidérurgistes de Florange.

L'année 2013 est très importante.

Le diagnostic est sans appel : il n'y a pas de sortie de crise possible, d'inversion de la courbe du chômage, d'amélioration de la vie quotidienne avec les politiques d'austérité et de compétitivité inlassablement prônées par les intégristes financiers de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne. Tant que nous suivrons leurs remèdes, nous enfoncerons l'Europe entière dans la récession et ferons de cette zone, pourtant riche, la plus malade de la planète.

Le gouvernement pourra tourner le problème dans tous les sens. S'il veut réussir le changement, il n'échappera pas à cette exigence d'une réorientation fondamentale des politiques dans toute l'Union européenne. Cela commence en France où il conviendrait de ne pas s'appliquer à nous-mêmes les recettes que les Français jugent dans la majorité

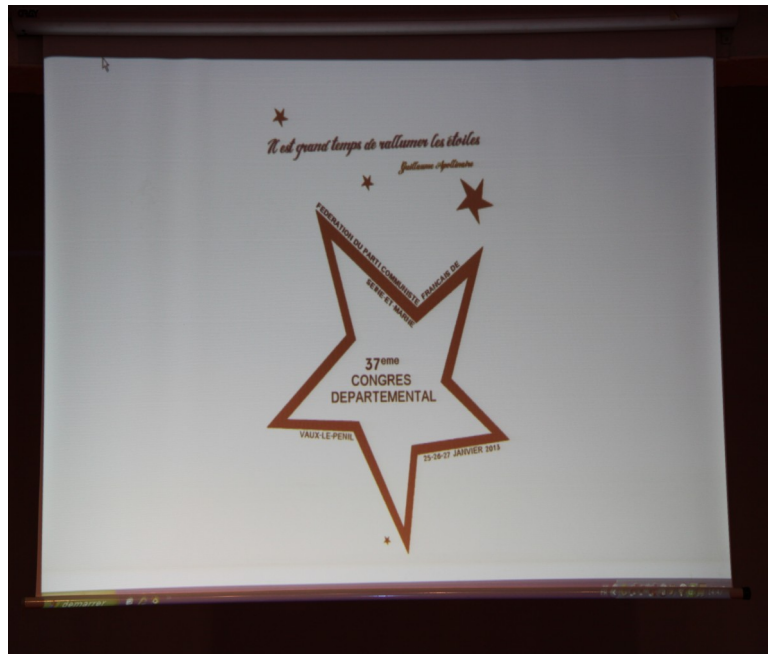
périmées depuis maintenant 2005.

Chaque année qui passe aggrave le diagnostic. L'urgence de la rupture ne fait que grandir, à l'évidence, le gouvernement ne convainc pas. A commencer par ceux qui ont souhaité le changement, dans ces conditions, des forces considérables, notamment à gauche, sont en train de se libérer pour agir en faveur de choix alternatifs à cette austérité mortifère, qui conduit tout droit à l'échec social et politique.

Ainsi progresse dans toute la société la nécessité de l'action. D'une action construite, unitaire mais déterminée. Ce mouvement n'a évidemment rien d'uniforme. Le doute et la résignation cultivent les consciences. La droite attise l'esprit de la revanche et l'extrême droite celui du dégoût de la politique. Les uns comme les autres misent sur les divisions du monde du travail. Jamais comme dans cette année 2013 il importe dès lors de marier combativité et esprit de rassemblement.

Et alors, oui, dans les jours les semaines qui viennent, dans six, huit, douze mois, la France retrouvera le chemin de l'action et de l'espoir, tel est notre vœu le plus cher pour l'année qui commence.

Bon courage à toutes et tous.
Je vous en remercie.



Des intervenants dans le débat général - Base commune - Statuts

Dominique d'Etienne Chtourou - Brie Sénart

Le mot « crise » est un mot appartenant au répertoire capitaliste. C'est une arnaque qui voudrait nous faire croire qu'on pourrait sortir de la crise. Pour les peuples, en fait, il s'agit bien « de lutte de classe ». Quand les peuples avancent, le capitalisme recule, n'aujourd'hui c'est le contraire qui se produit, n'oublions pas que le nazisme a été une des formes les plus hideuses du capitalisme qu'a su vaincre la courageuse URSS « une rose rouge sur la tombe des résistants ».

Martin Elsa - Roissy-en-Brie

Il ne s'agit pas ici de débattre de ce sur quoi nous sommes d'accord (valeur, diagnostic, analyse économique, etc.) mais de réfléchir aux moyens de faire entendre et de diffuser notre lecture de la société et de l'économie. Et nous ne sommes pas seuls ! Quel est le réseau du parti communiste, quels sont les autres acteurs avec qui l'on peut s'associer pour donner plus de visibilité, pour informer. Il existe plein de petites actions innovantes - comment mutualiser les expériences ? Comment montrer les possibilités de changement à tous ceux qui croient au discours pessimiste et anti-mobilisations tenues par les médias, la droite, le PS !

Scheh Daniel - Torcy

Thèmes à développer : faux coût du travail et vrai coût du capital depuis 2003, la manne des dividendes prélevés sur les entreprises et les salaires est supérieure à l'investissement. Les prélèvements sociaux (145 milliards d'euros) sont inférieurs au prélèvement des revenus du capital (305 milliards d'euros) la modulation et les nouveaux critères de gestion, il faut avec la fiscalité, les cotisations sociales patronales, le crédit, les taux d'intérêt et la création monétaire, l'emploi, les salaires, la formation d'investissement productif. En revanche en défavoriser les revenus du capital et la spéculation (plus-values boursières)3 il faut donner plus de pouvoir aux travailleurs avec la loi anti licenciements boursiers.

Charlotte Blandiot Faride - Mitry-Mory.

Accord sur le constat des difficultés surmontées au quotidien et d'une grande inégalité de redistribution des richesses. Nécessité de donner de la cohérence à nos batailles et à nos propositions, pour qu'elles prennent du poids et qu'elles rassemblent celles et ceux qui aspirent au changement. Quels moyens pouvons-nous nous donner pour sortir de la concurrence, pour redonner du sens au système solidaire, comment fait-on du commun alors que sans cesse on cherche à nous diviser. Besoin de fédérer nos luttes et de leur donner plus de visibilité et de crédibilité pour mieux vivre ensemble, pour combattre les inégalités régressives, racistes.

Janvier Alain - SNECMA.

On parle de crise financière, de crise économique, de crise sociale or, les politiques d'austérité salariale dominent depuis des années. Dans un pays comme la France, le poids des salaires dans le PIB chute depuis des années, alors que le plafond des revenus financiers s'envole. Dans le même temps, la Seine-et-Marne désindustrialise, car les patrons des grandes entreprises organisent la casse : PS à Moissy-Cramayel,..... Savigny-le-Temple, etc. Nous devons prendre à bras-le-corps ces questions en rassemblant les salariés, les employés, les populations pour faire barrage à cette politique, et rendre crédible nos propositions avec la force du front de gauche pour les faire aboutir.

Oliveira Fernando - Roissy-en-Brie

Les structures locales telles que les cellules doivent se développer pour pouvoir dynamiser le parti communiste français et le front de gauche (collectif PC/PG). Cela est la base pour que le front de gauche et le parti communiste puissent être présents aux différentes élections qui arrivent (municipales 2014).

Dominique d'Etienne Chtourou - Brie.

En tant que nouvelle adhérente, je note le recul de nos acquis, le recul en matière de siège mais aussi le recul de nos valeurs. J'ai remarqué que le parti lui-même remettait en question ces valeurs. Cela pose un problème, si j'ai adhéré au parti c'est pour le renforcer et non pas pour renforcer le « front de gauche » qui me fait peur. Est-ce encore un moyen que les socialistes ont trouvé pour faire disparaître le parti communiste français.

Dominique d'Etienne Chtourou - Brie.

La politique du gouvernement n'a pas de cohérence vis-à-vis des pays arabes. En Syrie il s'allie aux forces rebelles chapeautées par l'Arabie Saoudite, le Qatar, les États-Unis. Au Mali, il lutte soignant contre les forces djihadistes en n'oubliant pas de piétiner la révolte du peuple Touareg. En Libye, il distribue des armes aux intégristes contre le gouvernement. Le parti socialiste s'allie aux forces monarchistes du golfe contre les républiques arabes.

Martin Elsa - Roissy

Sur la question du financement des trois tiers. Il faut statuer sur la redistribution des moyens financiers aux cellules existantes !!! Quels critères de redistribution ? Nombre de membres, projets d'action (esprit appel à projet) etc. L'action au niveau locale des cellules est essentielle !